

Les maîtres chanteurs

L'air est bien connu et ne date pas d'hier : « compétitivité », « coût du travail », « concurrence internationale ». A la faveur de la crise, c'est devenu un hymne, repris plus fort que jamais par les gouvernements et le patronat. Un hymne international, car si, ici, il s'accompagne de tonitruants « made in France », c'est bien dans tous les pays, en Europe et au-delà, qu'on nous sert le même discours : « serrez-vous la ceinture et retroussiez les manches ».

Un patronat de combat

En France, les négociations ont commencé entre le gouvernement, le patronat et les directions syndicales. Objectif affiché et mensonger : la « sécurisation de l'emploi ». Empêcher les licenciements ? Au contraire, les faciliter, tout comme le chômage partiel. Bref, des emplois pas plus « sécurisés » qu'ils ne sont « sauvegardés » par ces prétendus Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE), cette antiphrase qui désigne aujourd'hui les plans de licenciement. En outre, pour satisfaire son appétit insatiable, le Medef a mis au menu :

- Généralisation des contrats précaires (contrats de mission ou intermittents).
- Pour les chômeurs, dégressivité de l'allocation et obligation d'accepter certains emplois.
- Accords de « *maintien de l'emploi* ». Autre mensonge pour obtenir un cadre légal au chantage à l'emploi, afin d'imposer des sacrifices aux travailleurs.

Le gouvernement se met en quatre pour satisfaire le patronat en voulant faire avaler aux confédérations syndicales la précarité, la baisse des salaires et la surexploitation. Tout cela, après avoir déjà racketté les classes populaires, notamment par la hausse de la TVA, afin de financer les 20 milliards de crédit d'impôts aux entreprises.

« Une proposition qu'on ne peut pas refuser ». Vraiment ?

Le patronat est en ordre de bataille, le gouvernement fait l'aide de camp zélé, et les directions syndicales s'abaissent à accepter de négocier sur ce terrain-là.

Mais si ces négociations visent à donner un cadre légal national aux attaques à venir, le chantage à l'emploi, lui, n'est pas nouveau.

Il y a les précédents, comme Continental à Clairoux (Oise) ou Bosch à Vénissieux (Rhône), où les concessions faites par des syndicats sur les salaires, les congés, l'organisation ou la durée de travail des salariés devaient assurer la pérennité des sites. Cela n'a pas empêché le patron de Bosch de supprimer 400 postes en cinq ans et celui de Continental de fermer le site ! Les travailleurs n'ont aucune raison d'accorder leur confiance aux patrons.

Des grévistes d'Arkema (industrie chimique) à Pierre-Bénite (Rhône) ont eux récemment refusé de céder au chantage. Pas question de faire des sacrifices ! La direction de l'entreprise prétend désormais qu'elle retire l'investissement promis, pourtant juteux pour les actionnaires, mais ce n'est pas la première fois qu'elle tente de s'en servir comme monnaie d'échange. Et la presse aux ordres d'hurler avec les loups... Ces grévistes ont bien raison, et tant mieux s'ils ont obtenu le retrait des attaques.

Chacun son modèle espagnol

Aujourd'hui, c'est Renault qui, s'appuyant sur un accord obtenu en Espagne avec à la clef des baisses de salaires et une augmentation du temps de travail, intensifie la mise en concurrence des travailleurs afin d'obtenir les mêmes reculs en France.

En Espagne, les plans d'austérité et la rapacité des capitalistes ont déjà conduit un quart de la population active et plus de la moitié des jeunes au chômage. Un modèle de compétitivité, disent les patrons !

Notre modèle espagnol à nous, ce sont les mobilisations massives de la population espagnole. Car il n'y a aucune raison de se laisser faire. En Espagne c'est presque quotidiennement que des milliers de personnes manifestent contre l'austérité, après deux grèves générales massivement suivies.

En Espagne comme en France, les patrons aidés des gouvernements se servent de l'inquiétude des travailleurs à propos de leur emploi pour aggraver l'exploitation. A notre charge de relever la tête... pour que l'inquiétude change de camp.

Super cagnotte de 471 millions d'euros

Les bénéfices réalisés par Nissan d'avril à septembre 2012 permettent à Renault d'imputer 471 millions d'euros sur ses résultats du second semestre 2012. Heureusement que c'est la crise !

Elle pourrait le faire

La direction de Renault l'a annoncé en préambule des négociations sur la compétitivité : « *Dans le cadre d'un accord global sur l'ensemble des mesures proposées au cours du cycle de négociations, la direction pourrait s'engager à ne pas fermer d'usine en France* ». Ce qui s'appelle mettre le pistolet sur la tempe ! D'autant plus que même si les syndicats se plient aux « *mesures proposées* », l'engagement de la direction à ne pas fermer de site est au conditionnel. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Tours de chauffe

Jeudi 22 novembre, 250 salariés du Technocentre se sont rassemblés dans la Ruche sur les 20 mn de pause afin de protester contre la politique salariale (Talent@Renault, non-versement des avances des primes d'intéressement et de performance...) et pour signifier leur opposition aux accords de compétitivité. Le 2^{ème} rassemblement en 15 jours.

A Lardy, 1 h de débrayage est prévue ce mardi 27 novembre. La Fonderie de Cléon fera grève le 29... Il va falloir se faire entendre. Et tous ensemble !

Pas de trêve des confiseurs

La direction a prévu 4 réunions sur la compétitivité. Après celles du 6 et du 13 novembre, la 3^{ème} réunion a lieu le 29 novembre et portera sur le temps de travail. Une 4^{ème} aura lieu mi-décembre avec au menu la politique salariale. Ensuite, la direction veut que les syndicats donnent leur accord sur ces mesures avant la fin janvier 2013. Elle veut vraiment gâcher à tous les fêtes de fin d'année ?

Du pôle régional au pôle emploi

Lors de la 2^{ème} réunion sur la « *compétitivité* », la direction a annoncé son intention de répartir les usines en deux pôles régionaux : Ouest (vallée de la Seine, Choisy, Le Mans) et Nord-Est (STA, Douai, MCA, SOVAB). Elle veut « *mutualiser* » les fonctions support (c'est-à-dire réduire les coûts en supprimant les doublons) et « *fluidifier les mouvements des collaborateurs au sein d'un pôle* ».

La GPEC permet déjà des prêts de salariés d'un site à l'autre, mais au volontariat. Avec la création des pôles, la direction pourra imposer ces mobilités, et réduire les incitations financières, et continuer de vider certains sites : un plan social déguisé.

Une collecte qui fait des Etincelles

Merci à toutes celles et ceux qui ont versé à la collecte pour L'Etincelle il y a deux semaines.

Renault fait réprimer une grève à Bursa

Bas salaire, productivité : la Turquie est un exemple pour la direction... sauf quand la grève paralyse l'usine Oyak-Renault à Bursa durant deux jours, comme la semaine dernière.

1500 salariés protestaient contre un accord signé par le syndicat unique et corrompu. Cet accord prévoit 18 % d'augmentation de salaire, alors que les salariés en demandent 50 % sur fond de flambée des prix (+ 40 % pour le pétrole en un an) et de dégradation des conditions de travail.

La réponse de Renault a été d'envoyer les vigiles et la police contre une grève déclarée illégale... car pas appelée par le syndicat officiel ! Bilan : 3 blessés graves et des dizaines de grévistes licenciés.

Une enquête à l'image du système

Les salariés du Technocentre sont invités à remplir une enquête en ligne « *sur la maîtrise du temps de travail et l'horaire variable* ». Une question en bloque plus d'un : « *A qui vous adressez-vous en premier pour vos questions sur la maîtrise du temps de travail et l'horaire variable ?* » Suit une liste de 4 réponses (Manager, Responsable RH, Agence RH, Autres) qu'il faut obligatoirement toutes classer pour poursuivre, même si on ne s'adresse jamais à elles !

Ce qui est sûr, c'est que ce système génère un paquet de questions ... et pas toujours de réponses.

Compte à rebours

A l'approche du 31 décembre, la direction craint le bug : des compteurs horaire variable pleins lors de la remise à zéro prévue, alors que toute heure travaillée doit être payée. Chacun est donc chargé de vider ses compteurs, partir plus tôt, poser des jours de récupération..., même si la charge reste forte.

L'horaire variable, c'est plus de flexibilité, pas moins de charge de travail... et pas plus de liberté.

V3P de lapin

La qualité des jalons V3P est en baisse. Pas étonnant : la pression est maximale pour passer les jalons et la qualité s'en ressent. V3P a pour but de réduire d'au moins 30 % les coûts d'ingénierie et de 3 à 6 mois la durée des projets. Faire toujours plus vite avec moins de budget, ça a ses limites.

Guère de thunes à Maubeuge

« *Tout ça n vaut pas un clair de lune à Maubeuge* » dis la chanson. Tu parles ! Alors que les cadences tournent à plein depuis l'arrivée du Citan Mercedes, la suppression de l'avance sur l'intéressement financier a déclenché la colère des salariés de MCA à Maubeuge qui débrayent depuis la semaine dernière. Ils revendiquent une prime exceptionnelle de 500 € et ont organisé un barbecue hier midi devant l'usine : ça va chauffer !